

que le monde des affaires investira probablement beaucoup dans notre productivité. Bien sûr, cela dépend des gains assez élevés qu'ont réalisés les entreprises depuis deux ou trois ans; évidemment, c'est de là que vient l'argent qu'il nous faut pour obtenir le rassemblement de capitaux ce qui, selon l'institut C.D. Howe—je suis certain que les honorables sénateurs d'en face conviendront de la valeur de mon affirmation étant donné sa provenance—«réduit maintenant les frais, y compris les frais relatifs à l'environnement, qui sont nécessaires pour atteindre le niveau de vie voulu pour l'avenir.» Selon moi, le discours du trône indique que le gouvernement semble avoir oublié ce fait essentiel. J'insiste sur le fait que le rassemblement de capitaux réduit les frais nécessaires pour créer un niveau de vie élevé.

Le discours du trône continue ainsi:

Le potentiel du Canada dépendra en grande partie de son aptitude à se constituer un capital et à l'utiliser judicieusement pour répondre à une foule de besoins pressants.

Évidemment, la formation de capital ne vise pas uniquement à faire des investissements commerciaux. Nous avons, d'une part, le secteur privé, c'est-à-dire l'épargne privée, d'autre part, les investissements étrangers et, bien sûr, les investissements gouvernementaux qui sont bons en soi, à condition qu'il ne s'agisse pas de prendre à Pierre pour donner à Jacques, ce qui empêcherait le secteur privé de se constituer le capital nécessaire pour créer des emplois et améliorer le niveau de vie.

Le fait est, et tout le monde ne s'en rend malheureusement pas compte, que depuis dix ans au moins nous sommes très en retard sur le plan des investissements de capitaux. Les investissements réalisés grâce aux épargnes représentent environ 22 p. 100 du produit national brut. Ce pourcentage devrait être d'au moins 24 p. 100. Il peut sembler réduit, mais cela représente beaucoup d'argent si toutefois nous maintenons notre production actuelle. Les perspectives qui s'offrent à nous ne sont pas aussi prometteuses que nous l'aimerions.

Nous savons que par le passé, ce manque de capitaux a entraîné les pénuries dont le gouvernement s'inquiète à juste titre dans le discours du trône. Nous n'avons pas grand espoir d'accumuler rapidement des capitaux suffisants pour atteindre ces objectifs souhaitables.

Le Conseil estime que le revenu réel par habitant n'augmentera que de 1.5 p. 100 l'année prochaine, alors qu'il a augmenté de 5 p. 100 cette année et de 6 p. 100 l'année dernière, ce qui n'était déjà pas suffisant. Pendant ce temps, les bénéfices des sociétés, qui étaient de 31 p. 100 cette année et de 35.7 p. 100 l'année dernière, vont probablement baisser de 4.4 p. 100 l'année prochaine.

Je vois dans le journal d'aujourd'hui que le premier ministre veut amener les sociétés à réduire ou du moins à contenir leur profit. Par ailleurs, l'indice des prix à la consommation, qui a augmenté de 11.1 p. 100 cette année et de 7.6 p. 100 l'année dernière, doit augmenter de 12 p. 100 l'année prochaine. Où va-t-on trouver l'argent pour faire marcher l'économie?

Le sénateur Neiman ne m'accusera pas, j'espère, de faire précisément ce que je disais ne pas vouloir faire, c'est-à-dire prétendre que cela nous mènera à la récession; mais il me semble que le gouvernement a maintenant le mandat et la majorité voulu pour faire face à la situation, et cela avec confiance et avec la compréhension du public qui voudra bien coopérer avec lui dans sa lutte contre l'inflation.

Pour ma part, je suis heureux que le gouvernement soit majoritaire à la Chambre des communes. Évidemment, j'aurais aimé voir une majorité autre que celle qui existe, mais je crois fermement que le Canada a tout à gagner d'avoir un gouvernement qui a le poids voulu pour gouverner sagement et correctement, espérons-le, et pour assumer les lourdes responsabilités qui vont de pair avec un mandat comme celui qui incombe au gouvernement à l'heure actuelle.

En conclusion, honorables sénateurs, je me montre peut-être quelque peu critique, mais je sais que les honorables sénateurs comprennent que c'est mon devoir, en cette occasion, de souligner les points que je juge faibles dans les mesures proposées pour notre avenir à tous au Canada.

Je sais que le gouvernement n'a pas coutume de donner, dans le discours du trône, le menu détail des mesures législatives et autres qu'il entend proposer dans les jours qui viennent.

On y retrouve des généralisations inévitables, voire même des platitudes—même ce que le sénateur Neiman a qualifié, à un juste titre, de «tergiversation»—si, a-t-elle dit, je puis me servir de ce terme. Sénateur Neiman, vous pouvez certainement vous servir de ce terme et je suis sûr que vous aurez l'occasion de vous en servir souvent en parlant du discours du trône et des mesures qui nous seront présentées.

Je dois admettre, et il serait injuste de ne pas le faire, qu'il y a beaucoup de points positifs dans le discours du trône. J'approuve fortement la remise en vigueur du Régime enregistré d'épargne pour les propriétaires de maison, la suppression de l'évaluation du revenu pour les pensionnés âgés de 65 à 70 ans, l'augmentation des allocations versées aux anciens combattants et, en particulier, le fait que le gouvernement nous donne dans ce discours, l'assurance ferme qu'il consultera dorénavant les provinces et les Canadiens.

Jusqu'ici, la politique du gouvernement actuel n'a certes pas été caractérisée par une consultation régulière avec les provinces ou le peuple dans un esprit de coopération; mais nous pouvons maintenant espérer qu'il y aura un changement de direction et que nous n'aurons plus le genre de loi proposée dans le dernier exposé budgétaire pour accroître la part de revenus que tire le gouvernement fédéral des ressources naturelles, mesure qui est, de toute évidence, irréalisable. Je suis heureux de dire, et je félicite le gouvernement pour la déclaration du premier ministre, qu'il «reculera»—c'est le mot dont qu'il a employé—par rapport à l'attitude qu'il avait prise à l'époque. Il est bon de savoir que le gouvernement est prêt à reconnaître ses erreurs et à les corriger.

Le gouvernement promet aussi d'améliorer l'innovation technologique au Canada. Ceux d'entre nous qui ont eu l'occasion d'étudier cette situation depuis quelques années auront quelques réserves, car la première fois que le gouvernement a annoncé un grand changement d'attitude à l'égard des subventions à la recherche industrielle remonte à au moins six ou sept ans. Trois ans plus tard, les subventions du gouvernement à l'industrie avaient diminué d'un point, puis le gouvernement annonça qu'il se déchargerait de ses responsabilités en matière de recherche et de développement, ce qui ne s'est pas produit de façon appréciable. On nous promet maintenant de nouvelles subventions, et peut-être y en aura-t-il. Je me permets d'en douter.